

ARRÊTÉ

Le Maire de la Commune de MAZAMET,

VU l'arrêté en date du 23 mai 2024, accordant délégation de fonction et de signature à Monsieur André AMALRIC, Adjoint au Maire,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982,

VU le Code Général des Collectivités territoriales,

VU le Code de la Route,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription et septième partie - marques sur chaussées) approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 et modifiée le 6 novembre 1992,

CONSIDERANT que la création de la Maison de Santé Pluridisciplinaire (MSP) nécessite une mise à disposition de 3 places de stationnement pour les médecins sur le parking André Chamson, ainsi que d'une place supplémentaire équipée d'un chargeur électrique pour leur véhicule,

CONSIDERANT qu'il importe, dans l'intérêt du fonctionnement de la MSP, de réglementer le stationnement des véhicules parking André CHAMSON, et de prendre les mesures de sécurité qui s'imposent,

ARRÊTE

Article 1 – Le stationnement des véhicules sera interdit sur quatre places de stationnement dont une équipée d'une borne pour la recharge de véhicules électriques parking André Chamson sauf pour le personnel de la Maison de Santé Pluridisciplinaire.

Article 2 – La signalisation réglementaire sera mise en place par les Services Techniques de la Mairie conformément aux dispositions de l'instruction interministérielle.

Article 3 – Les dispositions définies par l'article 1 prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

Article 4 – Les infractions aux dispositions qui précèdent seront constatées par procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 – Monsieur le Directeur Général des Services, Madame la Commandante de Police et les Agents placés sous leurs ordres, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

MAZAMET, le 16 décembre 2024.
Pour le Maire et par délégation,



André AMALRIC
Adjoint au Maire.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou de sa publication.